



ORGANISATION PANAMÉRICAINNE DE LA SANTÉ
ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ



13^e RÉUNION INTERAMÉRICAINNE, AU NIVEAU MINISTÉRIEL, SUR LA SANTÉ ET L'AGRICULTURE

Washington, D.C., E-U A, 24-25 avril 2003

Point 15 de l'ordre du jour provisoire

RIMSA13/22 (Fr.)

23 avril 2003

ORIGINAL : ESPAGNOL

**RAPPORT DE LA 3^e RÉUNION DE LA COMMISSION PANAMÉRICAINNE
POUR L'INNOCUITÉ DES ALIMENTS (COPAIA)**

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Bureau	3
Membres de la commission	3
Sous-région de l'Amérique du Nord.....	3
Sous-région de la Caraïbe anglophone	4
Sous-région d'Amérique centrale et de la Caraïbe hispanophone.....	4
Sous-région andine	4
Sous-région du Cône Sud	5
Séances.....	5
Ouverture	5
Rapport de l'INPPAZ sur les recommandations émanées de la 2 ^{ème} Réunion de la COPAIA	6
Evaluation des systèmes d'innocuité des aliments	7
Discussion.....	7
Conclusions et recommandations	8

La 3^e Réunion de la Commission panaméricaine pour l'innocuité des aliments (COPAIA) a eu lieu au siège de l'Organisation panaméricaine de la Santé le 23 avril 2003, suite à la convocation du Directeur du Bureau sanitaire panaméricain.

Bureau

Le Bureau a été constitué à l'unanimité comme suit :

Président :	Dr Mohamed Rakied Khudabux Ministre de la santé du Suriname
Vice-Président :	Dr Darío Baumgarten Lavand Ministre de l'agriculture et de l'élevage du Paraguay
Rapporteur :	Dr Anaella Gomez Centre pour la protection du consommateur, El Salvador

Le Dr Mirta Roses, Directeur Directeur du Bureau sanitaire panaméricain a rempli le rôle de Secrétaire ex-officio de la Commission et le Dr Caudio R. Almeida, Directeur de l'Institut panaméricain de protection des aliments et de lutte contre les zoonoses (INPPAZ) en a été le Secrétaire technique.

Membres de la commission

Sous-région de l'Amérique du Nord

Secteur de la santé :	M. Ronald Burke, Directeur du Bureau de réglementation des aliments et des questions internationales et inter-institutions Santé Canada
Secteur de l'agriculture :	Dr Elsa Murano, Sous-Secrétaire pour la sécurité des aliments, Département de l'agriculture des États-Unis d'Amérique
Secteur de production :	Ing. Fabian Vásquez García, chargé de l'innocuité des aliments, Comité étatique de santé végétal de Guanajuato, Mexique
Secteur des consommateurs :	Dr Ned Groth, Directeur, Service des politiques techniques et publiques, Syndicat des Consommateurs, États-Unis d'Amérique

Sous-région de la Caraïbe anglophone

- Secteur de la santé : Dr Mohamed Rakied Khudabux
Ministre de la santé, Suriname
- Secteur de l'agriculture : Hon. Anthony P. Wood, Ministre de l'agriculture et
du développement rural, Barbade. Il s'est excusé de
son absence
- Secteur de production : Dr Joshua da Silva, Association de propriétaires de
pêche au filet et systèmes de traitement de produits
marins., Guyana. Il s'est excusé de son absence
- Secteur des consommateurs : Mme Hazel Brown, Coordinatrice, Réseau
d'organisations non gouvernementales (ONG) de
Trinité-et-Tobago pour l'avancement de la femme,
Trinité-et-Tobago

Sous-région d'Amérique centrale et de la Caraïbe hispanophone

- Secteur de la santé : Dr Fernando Gracia, Ministre de la santé, Panama.
Il s'est excusé de son absence
- Secteur de l'agriculture : Dr Pablo roberto Girón, Vice-Ministre de
l'élevage, des ressources hydrobiologiques et de
l'alimentation, Guatemala
- Secteur de production : Dr Jorge Díaz Coto, Président, Association des
emballeurs de viande du Honduras. Il s'est excusé
de son absence
- Secteur des consommateurs : Dr Anaella Gómez Gómez, Centre pour la
protection des consommateurs, El Salvador

Sous-région andine

- Secteur de la santé : Dr Oscar Arturo Larraín Sánchez, Vice-Ministre de
la santé et du bien-être social, Bolivie
- Secteur de l'agriculture : Dr Alvaro Abisambra, Gérant de l'Institut
colombien d'agriculture
- Secteur de production : Dr Frank Rivas, Directeur de l'Association
d'industriels de viande, Venezuela

Secteur des consommateurs : Mme Isabel Munoz, Représentant de la Tribune du consommateur

Sous-région du Cône Sud

Secteur de la santé : Dr Marcelo Azalim, Agence nationale de surveillance sanitaire, Brésil

Secteur de l'agriculture : Dr Darío Baumgarten Lavand, Ministre de l'agriculture et de l'élevage du Paraguay

Secteur de production : Dr Estela Tor, Consultante technique à la Chambre des industries de l'Uruguay. Elle s'est excusée de son absence

Secteur des consommateurs : M. José Vargas Niello, Directeur de *Consumers Internationals*, Bureau régional pour l'Amérique latine et la Caraïbe.

Séances

Ouverture

Les participants à la séance ont élu le Dr Mohamed Rakied Khudabux, Ministre de la santé du Suriname, Président de la 3^{ème} Réunion de la COPAIA. Le Dr Darío Baumgarten Lavand, Ministre de l'agriculture et de l'élevage du Paraguay et le Dr Anaella Gómez Gómez, représentante du Centre pour la protection des Consommateurs d'El Salvador, ont été élus respectivement Vice-président et Rapporteur. Le Dr Mirta Roses Periago, Directeur du Bureau sanitaire panaméricain, a souhaité la bienvenue aux participants et a indiqué que la COPAIA offre l'occasion à l'Organisation et aux secteurs liés à la santé publique de tenir des discussions avec tous les secteurs concernés par la chaîne alimentaire. Elle a précisé que l'innocuité des aliments est une question prioritaire pour l'OPS qui la traite « en recherchant la plus grande protection en matière de santé publique, tout en veillant à une perturbation minimale du commerce ».

Elle a aussi ajouté que l'innocuité des aliments revêt une très grande importance pour le développement humain et économique de la région. Le Dr Roses a souligné que compte doit être tenu de l'impact de la mondialisation sur l'innocuité des aliments et elle a cité comme exemple la stratégie utilisée pour maîtriser l'épidémie de choléra surgie en 1991. Suite à un effort de mobilisation de toute la société, grâce à des interventions de communication sociale, un terme a été mis à la septième pandémie de choléra dans le Continent américain.

D'autre part, elle a fait remarquer que l'innocuité des aliments doit être garantie tant sur le marché interne que sur le marché externe. C'est pourquoi elle a proposé de mettre l'accent sur l'innocuité des aliments dans l'industrie, à partir d'une approche de risque et d'utilisation de systèmes performants comme le HACCP. Elle a aussi ajouté qu'il est indispensable d'établir des liens entre l'industrie et la législation des pays, de sorte que le secteur puisse aller de l'avant de manière adéquate.

Elle a souligné que le consommateur ne doit pas être considéré seulement comme un élément de contrôle, car « un consommateur informé et éduqué est un facteur fondamental qui assume des responsabilités dans le domaine domestique, puisque près de 40% des maladies transmises par des aliments sont recensées dans les foyers ».

Le Dr Elsa Nurano, Sous-Secrétaire à l'innocuité des aliments des États-Unis a souligné l'importance du travail en commun et elle a fait état de l'engagement pris par son gouvernement d'appuyer le renforcement des capacités institutionnelles des pays en matière d'innocuité des aliments, notamment au moyen de programmes de formation durable. De surcroît, elle s'est référée à la nécessité de mettre au point des politiques d'innocuité des aliments sur une base scientifique et selon les dispositions énoncées par des institutions internationales de référence comme le Codex Alimentarius.

Le Dr Joao Carlos de Souza Meirelles, Secrétaire à la science, la technologie et le développement économique de l'Etat de São Paulo, Brésil, a fait état du rôle de la COPAIA en tant qu'instrument d'harmonisation des normes régissant l'innocuité des aliments en Amérique. Il a indiqué que l'INPPAZ peut être prise en compte comme centre de référence pour l'innocuité des aliments dans le monde. Il a aussi annoncé l'engagement de trois universités de São Paulo d'appuyer des programmes de formation en matière d'innocuité des aliments. Les institutions suivantes prendront part au projet : Université de São Paulo, l'Université de Campinas et l'université de l'État de São Paulo. Il a souligné la nécessité de renforcer la capacité des pays à effectuer une analyse de risques et à développer des systèmes d'information de qualité.

Rapport de l'INPPAZ sur les recommandations émanées de la 2^{ème} Réunion de la COPAIA

Le Directeur de l'INPPAZ, le Dr Claudi Almeida, a fait un compte rendu des activités menées depuis février 2002, date de la tenue de la 2^{ème} Réunion de la COPAIA. Il a passé en revue les termes de référence approuvés à cette occasion, ainsi que les objectifs, buts et formation de la Commission et l'organisation des réunions. Il a souligné que l'innocuité des aliments doit être traitée tout au long de la chaîne alimentaire et sur une base scientifique. Il a aussi fait état de l'importance du rôle des consommateurs dans cette question. Il a recommandé d'éviter le chevauchement des efforts pour la coopération technique et d'encourager la production de ce type d'aide entre les pays et ce, non seulement au niveau des institutions. Les pays doivent participer plus activement

au Codex Alimentarius, non seulement en aidant à la tenue des réunions, mais aussi sur le plan interne, en favorisant la discussion des propositions de normes.

Pour ce qui est des lignes stratégiques de l'INPPAZ, étant donné qu'un an seulement s'est écoulé depuis la réunion, les efforts se sont focalisés sur la mise en place du Plan de maîtrise pour la formation de gérants de programmes d'innocuité des aliments. Ont été aussi créées des alliances stratégiques avec des universités du Brésil, du Costa Rica, du Chili, de la Caraïbes anglophones, des Etats-Unis et de l'Argentine. Il est souhaité que les universités de la Région continueront de fournir des professeurs, de sorte que le nombre d'étudiants par professeur puisse être réduit et que la communication soit facilitée. Des renseignements ont été aussi fournis sur le nombre de modules qui composent le cours. Il a été souligné que l'objectif visé est de former une masse critique de personnes capables d'assurer la gestion des programmes d'innocuité des aliments. Point n'est besoin d'être lié à une institution pour pouvoir s'inscrire au programme de maîtrise.

En relation avec le Codex Alimentarius, mention a été faite de la gestion aux termes de laquelle l'OPS assumerait le rôle de Secrétariat régional. Des commentaires ont ensuite été formulés sur l'Evaluation de la perception du Codex Alimentarius dans les pays membres et sur le Fonds fiduciaire visant à encourager la participation des pays en développement.

Evaluation des systèmes d'innocuité des aliments

L'exposé a eu pour objectif général de caractériser l'organisation des systèmes d'innocuité des aliments en termes de leur nature institutionnelle, en utilisant la méthodologie d'analyse de groupes variables de cinq rubriques de travail :

- Législations et réglementations des aliments,
- Gestion du contrôle des aliments,
- Services d'inspection,
- Surveillance des aliments et données épidémiologiques,
- Information, éducation, communication, formation.

Ont été définis des groupes assortis de caractéristiques différentielles de progrès dans les divers aspects examinés, ce qui constitue une base d'orientation de la coopération technique en fonction des besoins des pays.

Discussion

Lors des discussions qui ont suivi les exposés et auxquelles ont pris part les représentants de Trinité-et-Tobago (Consommateurs), du Paraguay (Agriculture)

CODEX, États-unis (Consommateurs), Chili (Consommateurs), Venezuela (Producteurs), Equateur (Consommateurs), Canada (Santé), CARICOM et OMS, les contributions ci-après ont été faites.

- Mettre en oeuvre une stratégie d'identification de leaders dans le pays en vue de la promotion des lignes d'action de la COPAIA.
- Elaborer des processus de participation au niveau national en encourageant le modèle de la COPAIA pour renforcer la tâche des Comités nationaux du CODEX.
- Consolider le processus de constitution de commissions nationales intersectorielles d'innocuité des aliments.
- Renforcer les instances municipales pour qu'elles se joignent aux initiatives et interventions relatives à l'innocuité des aliments.
- Impulser le développement de stratégies de communication à l'intention des consommateurs et avec leur participation effective, en tenant compte des caractéristiques de risques.
- Développer des capacités nationales qui englobent tous les secteurs en vue d'améliorer l'impact sur l'innocuité des aliments.
- Encourager l'engagement politique dans la perspective de l'élaboration de politiques nationales en matière d'innocuité des aliments.
- Harmoniser et renforcer les normes régissant l'innocuité des aliments dans les pays.
- Impulser le processus de maîtrise en gestion à distance de l'INPPAZ, de concert avec les institutions universitaires de la région.

Conclusions et recommandations

Considérant :

1. La situation des systèmes d'innocuité des aliments dans les Etats membres, telle qu'elle a été présentée à la réunion, l'accent a été mis sur la nécessité de renforcer les normes réglementaires, les systèmes d'inspection et de contrôle, l'incorporation sur le plan interne des normes internationales.
2. La nécessité de renforcer les capacités de leadership des acteurs et des secteurs en ce qui concerne les systèmes d'innocuité des aliments aux échelons local, national et sous-régional.
3. La nécessité de renforcer les capacités de gestion des programmes d'innocuité des aliments dans les Etats membres.

4. L'importance de renforcer l'harmonisation entre les organismes de coopération technique en matière d'innocuité des aliments.
5. Le fait que l'innocuité des aliments exige une analyse des dangers qui se posent, de la production jusqu'à la consommation.
6. Le fait que l'innocuité des aliments doit être basée sur la coordination, la coopération des secteurs publics (agriculture, santé) et privé (producteurs, industrie et consommateurs).
7. Le fait que la responsabilité de fournir des aliments sains est partagée depuis le fournisseur d'intrants jusqu'au consommateur, en définissant un nouveau domaine d'action de l'innocuité des aliments.
8. Le commerce international qui exige l'innocuité des aliments.
9. Le fait que l'innocuité des aliments et le tourisme sont étroitement liés,

DÉCIDE :

1. De recommander à la RIMSA :
De demander que les pays :
 - a) appuient le Programme de maîtrise professionnelle à l'intention des gérants de Programmes d'innocuité des aliments ;
 - b) participent au processus d'évaluation des systèmes d'innocuité des aliments en vue de mettre au point un cadre d'options pour une meilleure coordination interinstitutionnelle des acteurs sociaux concernés ;
 - c) encouragent leurs gouvernements à élaborer une politique nationale en matière d'innocuité des aliments avec la participation de tous les secteurs ;
 - d) encouragent la formation de commissions intersectorielles d'innocuité des aliments ;
 - e) participent plus effectivement au CODEX Alimentarius et de recourir au Fonds fiduciaire FAO/OMS créé à ces fins ; que les pays contribuent des ressources financières à ce fonds selon leurs possibilités ;
 - f) encouragent les gouvernements à travailler en coordination et à participer activement avec tous les secteurs de la chaîne alimentaire à la conception, la promotion et la réalisation de campagnes d'éducation et de formation ;

- g) stimulent l'accès à la législation alimentaire des pays en vue de faciliter la consultation, l'analyse et une harmonisation éventuelle ;
- h) facilitent et promeuvent la coopération entre pays.

De demander que le Directeur du Bureau sanitaire panaméricain :

1. oriente les offres de collaboration émanant des universités de la région vers les programmes de formation en matière d'innocuité des aliments.
2. constitue un groupe de travail avec la participation d'autres institutions internationales et secteurs concernés pour améliorer le mécanisme d'évaluation des systèmes d'innocuité des aliments.
3. stimule la coopération technique aux fins suivantes :
 - a) le renforcement institutionnel des différents secteurs intervenant dans les systèmes d'innocuité des aliments.
 - b) l'encouragement de la coopération technique aux fins du renforcement des capacités des pays en matière d'analyse des risques.
 - c) l'encouragement de la coopération technique en vue du développement de systèmes d'information et de surveillance de l'innocuité des aliments.
 - d) l'encouragement de la coopération technique en vue du renforcement des capacités locales (municipalités) en matière d'innocuité des aliments.